

# Grand débat national : État et écologie en question

Lundi 11 Mars 2019  
www.laprovence.com

**VENELLES** Deux réunions ont eu lieu dans la salle de la Grande Terre

La municipalité de Venelles a laissé quartier libre aux associations pour organiser et débattre des thèmes du grand débat national en mettant à disposition la salle de la Grande Terre. Dans ce cadre, deux groupes ont fait acte de candidature. L'un à l'initiative de Réunir Venelles sur le thème de la démocratie, la citoyenneté et l'organisation de l'État, l'autre à l'initiative du comité d'intérêt de quartier (CIQ) sur le thème de la transition écologique et de la fiscalité.

Les Venellois sont venus débattre avec intérêt et on a pu compter une centaine de per-

**Une centaine  
de personnes  
a participé aux débats.**



Atmosphère studieuse lors des deux réunions organisées, à Venelles, dans le cadre du grand débat national.

/PHOTO S.L.

sonnes entre les deux réunions. Les participants n'étaient pas forcément les mêmes à chacune des rencontres, beaucoup ayant choisi le thème en fonction de ses connaissances ou de son expérience. La moyenne d'âge appartenait davantage à la classe des retraités qu'à celui des jeunes actifs et les échanges ont été respectueux.

Pour ce qui est du premier groupe, les idées ont tourné autour du nombre de mandats, de la proportionnelle, du rôle des sénateurs et des députés, de la représentation des partis d'opposition dans les conseils municipaux quelquefois équivalents en voix à ceux de la majorité, de l'instruction civique et des éta-

blissements scolaires, de la participation à la vie locale y compris par la voie du référendum, l'obligation du droit de vote...

Pour le deuxième groupe, on est rentré d'emblée dans le vif du sujet avec la présentation de l'équation attribuée au professeur japonais Kaya Jancovici qui relie les émissions de dioxyde de carbone (CO2) à des paramètres d'ordre démographique, économique et énergétique. Ce qui a donné toute la dimension à la problématique et les limites du pouvoir de décision. Problème social, vision budgétarisée, outils de mesure, études contestables ou pas, plan massif au niveau de l'Europe, aspects sur le climat et sur

la santé, CO2 que l'on consomme et celui que l'on produit ailleurs ont été passés en revue... Alors quoi faire? Chacun y est allé de son idée: "on n'est pas obligé de vivre dans la pauvreté mais on peut réduire sa consommation", "il faut réfléchir quand on achète sachant qu'on émet 1 kg de CO2 pour une tige de rose", "la taxe carbone n'a jamais dépollué". Et quid du carburant? "Les biocarburants non fossiles affament la planète", "l'hydrogène pour la voiture est une véritable bombe et il faut beaucoup d'énergie pour le produire", "quel impact pour les décisions à notre échelle quand on sait que la production de CO2 de la France ne repré-

sente que 1% de la planète"...

En finalité, une inquiétude perceptible et de la culpabilité quand on songe "à la transmission du problème à nos enfants". Il restait alors peu de temps pour débattre de la fiscalité. Bien sûr chacun a été d'accord pour plus de justice fiscale, de peines plancher pour les fraudeurs, une baisse des revenus des haut fonctionnaires, la suppression du quotient familial, l'attribution d'allocations familiales dès le premier enfant, l'imposition des hauts patrimoines, la réduction du millefeuille administratif... Jusqu'à l'interrogation finale: "la croissance peut-elle être infinie?".

S.L.